

Avant le prochain quinquennat, les départements placent leurs pions

[courrierdesmaires.fr/99392/avant-le-prochain-quinquennat-les-departements-placent-leurs-pions](https://www.courrierdesmaires.fr/99392/avant-le-prochain-quinquennat-les-departements-placent-leurs-pions)

Assises 2021 de l'ADF 23/11/2021

par Aurélien Hélias © A. Hélias

A dix jours de son congrès à Bourg-en-Bresse (Ain), l'Assemblée des départements de France annonce qu'elle offrira un visage offensif, tant vis-à-vis de l'exécutif et de la majorité sur la loi "3DS" que des futurs prétendants à l'Elysée à qui elle soumettra ses 102 propositions. Dont certaines ont déjà été dévoilées par le patron de l'association d'élus et président UDI de Côte-d'Or François Sauvadet.



Les jours de retrouvailles sont programmés pour les départements de France : après l'annulation du Congrès 2020 à La Rochelle pour cause de Covid, c'est à Bourg-en-Bresse que se retrouveront du 1er au 3 décembre les présidents d'exécutifs départementaux. Mais pas seulement ces derniers, le nouveau président de l'association, François Sauvadet, ayant souhaité transformé ce 90e « congrès » annuel en assises ouvertes à tous les conseillers départementaux avec l'idée « de se projeter ainsi dans un monde nouveau », a-t-il annoncé au siège de l'ADF le 23 novembre.

Des assises qui se tiendront donc dans l'Ain, « une petite France » selon son président Jean Deguerry : « par sa position géographique, entre deux grandes métropoles Lyon et Genève, formant un trait d'union entre les deux, et un territoire d'avenir par rapport au désamour des métropoles », vante-t-il. Et de mettre en avant pour appuyer son propos « l'exode urbain » dont bénéficierait le territoire avec « la troisième croissance démographique : 6 000 nouveaux habitants chaque année ». Le département s'enorgueillit aussi d'être davantage touché « par un problème d'embauche plutôt que d'emploi », et d'avoir plusieurs facettes : touristique, industriel, rural, agricole...

Le décor des assises étant planté, le nouveau patron de l'association ne s'est pas fait prier pour ruer dans les brancards sur les mauvaises manières faits selon lui par l'Etat aux départements ces dernières années et plus récemment durant la crise sanitaire. « Il faut remettre l'église au milieu du village ! Je ne serai jamais un sous-traitant de l'Etat », a tonné François Sauvadet. Pêle-mêle, le patron de Côte-d'Or vilipende « un Etat qui n'assume pas ses responsabilités » et refuse sa « confiance » aux départements : « On a eu le sentiment qu'on nous empêchait d'agir durant la crise. Il faut redonner de l'air à la France », comprendre aux départements et à leurs moyens d'agir.

Les routes, chasse gardée des départements

Dans un premier temps, c'est sûr le projet de loi « 3DS » que l'ADF veut peser. « Tout ce qu'on pourra négocier, on négociera ». Notamment sur le dossier routes. « Nous ne voulons pas voir se créer un nouvel échelon régional sur les routes. Je demande au gouvernement la réaffirmation de la compétence routière comme compétence socle des départements. Que les routes à transférer soient prioritairement proposées au département. On peut faire aussi de l'interdépartemental », argumente François Sauvadet qui dit s'être rapproché de Carole Delga et de Régions de France sur le sujet. « Nous n'avons pas vocation non plus à être sous-traitant des régions... », glisse-t-il. A la tête de la Haute-Marne et du groupe de droite et du centre (DCI) de l'ADF, Nicolas Lacroix se fait plus ferme encore : « c'est une ligne rouge pour le groupe DCI : sur les routes, il y a une forte attente. On ne veut pas revivre ce qu'on a vécu sur les transports scolaires [transférés à la région qui peuvent à leur tour les subdéléguer aux départements, ndlr] , ce qui ne fonctionne toujours pas ou mal », dénonce-t-il.

Autres dossiers sur lesquels les élus départementaux veulent voir leurs responsabilités relevées : l'éducation, alors que les départements enragent de « ne pas avoir de prise sur les gestionnaires de collèges », malgré la responsabilité des équipements, ou la médecine scolaire. « Elle était où pendant la pandémie ? lance François Sauvadet. Il faut regrouper dans un grand service PMI et médecine scolaire de 0 à 18 ans, et même pré-natale. Il y a une vraie cohérence à retrouver », plaide-t-il.

Santé, médico-social, Sdis : les dossiers ne manquent pas

Conséquence : tout ce que les départements n'obtiendront pas du Parlement actuel dans la loi « 3DS », ils comptent bien porter le fer de nouveau à plus moyen terme. « Ça va lever des difficultés, consent François Sauvadet, mais ce n'était pas la loi qu'on attendait ». D'où ces 102 propositions qui seront présentées à Bourg-en-Bresse à l'attention des prétendants à l'Elysée. « Je demanderai à chaque candidat de nous dire qu'elle est sa vision de la France », lance-t-il. Et notamment sur les chapitres santé et social mis à rude épreuve durant la crise sanitaire. Le patron de l'ADF s'insurge ainsi des appels de certains à un retour au système antérieur des directions départementale des Affaires sanitaires et sociales : « On ne va pas revenir aux DDAS d'antan ! » L'ADF devrait aussi appeler l'Etat à « assumer ses responsabilités sur la protection de l'enfance et la pédopsychiatrie » et sur les moyens alloués aux Sdis.

« Nous voulons un nouvel élan de décentralisation. Que là où nous sommes en situation de responsabilités, on puisse les exercer ! Il faut des chefs-de-filât cohérents sur le scolaire, le vieillissement, le handicap. Qu'on soit pilotes des ehpad, sur le médico-social et la santé », prône-t-il. Et qu'on ne dise pas à François Sauvadet comme l'a fait Emmanuel Macron lors du congrès des maires qu'il ne peut y avoir « cent politiques sociales » comme autant de départements : « L'idée qu'on va répondre aux enjeux du futur en passant tout le pays à la même toise est une idée du 19 siècle ! » lui répond le patron de Côte-d'Or. Qui en profite pour alerter sur les finances départementales : « On danse sur un volcan ! Nous n'avons plus que les droits de mutation. Oui, ils fonctionnent bien cette année, mais c'est explosif s'il y a une crise financière, ils peuvent s'écrouler et nous n'avons plus le foncier bâti », prévient-il.

Un enjeu : resserrer les liens de Territoires unis

Et s'il y a un sujet sur lequel les départements sont particulièrement mobilisés, c'est leur compétence économique. « Oui, on demande la restitution de la compétence économique aux départements, assène François Sauvadet. Nous voulons pouvoir agir sur l'économie de proximité, sur le commerce local, etc. » « Une compétence économique de proximité, je dis mille fois oui ! l'appuie Jean Deguerry. Nous avons des aides à l'immobilier d'entreprise grâce à la région et il n'y a pas une semaine où un chef d'entreprise ne me dit pas que ce n'est pas important ».

Reste que sur ce dossier comme sur d'autres, les départements devront accorder leurs violons avec les régions s'ils veulent parler d'une seule voix face à l'Etat. « Nous avons un débat avec les régions. On a des sujets de désaccords », avoue François Sauvadet. « J'espère qu'on aboutira à une plateforme de décentralisation qu'on proposera pour la France avec un regard croisé ». C'est plus largement l'enjeu de la pérennisation de Territoires Unis rassemblant ADF, Régions de France et AMF (Association des maires de France), et de la possibilité de peser ensemble. « On a commencé avec Carole Delga, on va le faire avec l'AMF (Association des maires de France). Nous voulons aussi mobiliser l'armée des maires à nos côtés. J'espère une plateforme commune à présenter aux candidats en janvier » glisse l' élu de Côte-d'Or.
